Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait promulguer une loi qui protégera les enfants contre les pédophiles en permettant aux membres de la Commission des libérations conditionnelles de faire appliquer la peine d'incarcération à long terme lorsqu'ils estiment qu'un détenu est susceptible de récidiver.

Je voudrais commencer par rappeler aux députés l'affaire dont s'inspire la motion. En juin 1988, le jeune Christopher Stephenson, âgé de 11 ans, a été enlevé d'un centre commercial par Joseph Fredericks, âgé de 45 ans, un agresseur sexuel d'enfants récidiviste que les agents du système de justice pénale savaient dangereux. Fredericks a assassiné Christopher.

Il n'est pas nécessaire de raconter ici les détails. Nous devons plutôt nous concentrer sur les mesures que nous pouvons prendre en tant que législateurs pour empêcher la répétition de semblable tragédie. La mort de Christopher était inutile et évitable. Cela est évident pour quiconque prend la peine d'examiner les recommandations faites à l'issue de l'enquête sur la mort de Christopher.

Ces recommandations, contenues dans un document appelé le rapport Stephenson, nous apprennent que les agents savaient que M. Fredericks était dangereux lors de sa sortie de prison. Ils savaient qu'il allait certainement récidiver, mais ils ne pouvaient tout simplement rien faire pour l'en empêcher. L'autorisation nécessaire pour garder M. Fredericks en prison n'existait tout simplement pas dans la loi, malgré le fait qu'il était un psychopathe confirmé.

La Chambre a le pouvoir de légiférer en ce sens, elle a le pouvoir d'autoriser les fonctionnaires des services correctionnels à garder en prison des gens comme M. Fredericks tant qu'ils sont une menace pour nos enfants. Voilà le sens de la motion à l'étude.

La motion n° 305 demande au gouvernement de légiférer pour autoriser la Commission nationale des libérations conditionnelles à garder en prison, à la fin de leur peine, les agresseurs sexuels d'enfants qui risquent de récidiver. Il s'agit là d'une recommandation clé de l'enquête Stephenson. Elle a coûté assez cher.

Un coup d'oeil sur les statistiques concernant les agresseurs sexuels d'enfants suffit pour constater que de nombreux Canadiens sont victimes de ce crime horrible. En effet, 53 p. 100 des femmes et 31 p. 100 des hommes sont victimes d'actes sexuels non désirés, et 80 p. 100 de ces incidents se produisent pendant l'enfance ou l'adolescence. Pas moins de 63 p. 100 des cas d'agression sexuelle signalés à la police concernent des jeunes de moins de 18 ans. Les enfants sont des cibles de choix pour les délinquants sexuels, et il est temps que nous prenions des mesures pour les protéger.

L'ampleur de la tâche apparaît immédiatement lorsqu'on examine le profil des délinquants. Dans huit cas sur 10, il est parent avec la victime ou celle-ci le connaît bien. Il n'est donc pas étonnant que, souvent, les agressions sexuelles contre les enfants ne soient pas signalées.

Initiatives parlementaires

Les auteurs d'une étude estiment que, pour chaque agression sexuelle contre un enfant qui est signalée, deux et demie ne le sont pas. L'agresseur menace souvent l'enfant, qui a ensuite trop peur de le dénoncer. D'autres fois, l'agresseur convainc l'enfant que les actes sexuels font partie de toute relation d'affection et sont parfaitement acceptables.

Comme l'agresseur est souvent en position d'autorité, il arrive fréquemment que ses actes ne soient pas dénoncés. C'est pourquoi il est crucial de se montrer déterminé face aux agresseurs lorsque des enfants ont le courage de parler.

La loi actuelle ne permet pas de prendre des mesures vraiment efficaces contre les agresseurs. Les dispositions actuelles sur les services correctionnels et les libérations conditionnelles permettent de relâcher les délinquants lorsqu'ils ont purgé les deux tiers de leur peine.

Les modifications proposées dans le projet de loi C-45, qui a été lu pour la première fois la semaine dernière, permettraient à la Commission des libérations conditionnelles de refuser de libérer un délinquant si elle estime qu'il récidivera avant la fin de sa peine. Le projet de loi C-45 est un pas de géant dans la lutte contre les agresseurs sexuels d'enfants, mais il faut faire plus encore.

• (1335)

Je ne veux pas réduire l'importance des modifications énoncées dans le projet de loi C-45. En supprimant l'exigence d'apporter des preuves d'un dommage grave afin de refuser une libération conditionnelle à un agresseur sexuel d'enfants, nous donnons à la Commission nationale des libérations conditionnelles une arme très efficace dans la lutte contre ce type d'agresseur.

On a supprimé cette disposition sur le dommage grave en reconnaissance du fait qu'il arrive souvent que les effets des agressions commises contre des enfants ne soient pas apparents avant un certain temps et qu'une procédure particulière de détermination de la peine devrait être adoptée en matière d'agresseurs sexuels d'enfants.

C'est justement parce que le projet de loi C-45 a recours à une procédure inhabituelle de détermination de la peine qu'il est si progressiste. Les procédures habituelles de détermination de la peine ne sont tout simplement pas efficaces quand il s'agit d'agresseurs sexuels d'enfants, qui ont un des taux de récidive les plus élevés de tous les criminels. Les études montrent que 40 p. 100 des agresseurs sexuels commettent une autre agression dans les cinq années suivant leur libération.

J'estime qu'il est temps que nous prenions des mesures encore plus draconiennes pour prévenir ces crimes horribles. Je suis d'avis qu'une solution pourrait être le maintien de la détention après la peine. En gardant ces agresseurs incarcérés tout le temps où ils risquent de commettre une nouvelle agression, j'estime que nous agirions d'une manière constructive et progressiste. Cela nous permettrait de lier la peine à la réhabilitation.

Pareille modification se fait attendre depuis fort longtemps. Nous devons envoyer le message haut et fort que faire du temps ne suffit pas. Pour que leur peine ait vraiment été purgée, il faudrait que les agresseurs ne soient pas dans le même état